

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

OBJET DU MARCHÉ

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite d'opération dans le cadre d'un marché public global de performance (MPGP) pour le projet de rénovation énergétique et l'optimisation du taux d'occupation du site Guichard, situé 10 rue Claude Guichard à Clermont-Ferrand (63).

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Secrétariat général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'immobilier
Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
120 rue de Bercy
Télédéc 771
75572 PARIS CEDEX 12

SERVICE CHARGE DE L'OPERATION

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Secrétariat général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'immobilier
Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
Antenne immobilière Alpes Centre Est
10 rue Stella
69002 LYON

DIRECTIONS UTILISATRICES

DDFIP du Puy-de-Dôme
2 rue Gilbert Morel
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex01

DISI Rhône-Alpes-Auvergne-Bourgogne
1, rue Saint Hippolyte
69008 LYON

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet de l'opération

L'opération concerne la rénovation énergétique et l'optimisation du taux d'occupation du site Guichard, situé 10 rue Claude Guichard à Clermont-Ferrand (63).

L'Établissement des Services Informatiques (ESI Guichard) de Clermont-Ferrand comprenait, jusqu'à mi 2021, des bureaux, deux ateliers d'édition et un restaurant inter administratif. Les deux ateliers ont été transférés sur un autre site laissant une superficie vacante d'environ 1 200 m².

Souhaitant optimiser l'occupation du site, la DDFIP et la DISI veulent aménager les surfaces vacantes et rénover les bureaux actuels pour les transformer selon les règles de la politique immobilière de l'État fixées par la circulaire Premier Ministre du 8 février 2023, introduisant le ratio normatif de performance immobilière (16 à 18 m² SUB/résident) et les principes des "nouveaux espaces de travail". L'opération intégrera l'ensemble de ces normes.

L'opération comprend également la rénovation du bâti et des équipements, avec un engagement environnemental élevé en termes d'énergie, de climat, d'économie circulaire et de biodiversité.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

1.2 - Modalités de réalisation des travaux

L'ouvrage sera réalisé dans le cadre d'un marché public global de performances (MPGP) en application des articles L2171-1 et L2171-3 du code de la commande publique

Le titulaire du MPGP sera chargé de la conception et de la réalisation de l'ouvrage ainsi que de son exploitation et de sa maintenance pendant 3 années après la réception des travaux.

La réhabilitation et l'exploitation-maintenance de l'ouvrage seront assises sur des objectifs chiffrés de performance énergétique.

La titulaire du MPGP sera désigné à l'issue d'une procédure négociée (Art. L2124-3 du code de la commande publique).

Pour information, le montant du MPGP (conception/réalisation/entretien-maintenance) est estimé à 13 M € TTC.

1.3 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, décomposé en une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

La tranche ferme (TF) consiste en la mise au point du programme élaboré par la maîtrise d'ouvrage et en l'assistance au maître d'ouvrage pour la sélection du candidat attributaire du MPGP (sur la base d'un Avant-Projet Sommaire (APS)) d'une part et pour la mise au point et l'élaboration du MPGP d'autre part.

La tranche optionnelle n°1 (TO1) consiste à assister le maître d'ouvrage dans le suivi du MPGP durant les phases de conception (à partir de la phase Avant-Projet Définitif (APD)), de réalisation puis de réception et garantie de parfait achèvement (GPA).

La TO1 sera affermie au plus tard un mois après la notification du marché MPGP.

La tranche optionnelle n°2 (TO2) consiste à assister le maître d'ouvrage pour le suivi performanciel durant les 3 années suivant la réception.

La TO2 sera affermie au plus tard un mois après la réception des travaux.

La mission est exclusive de toute autre prestation concernant la même opération. Le titulaire s'interdit de solliciter ou d'accepter toute autre rémunération à quelque titre que ce soit. Notamment, le titulaire est informé qu'il ne peut se porter candidat à l'attribution du MPGP, que ce soit à titre individuel ou en groupement.

1.4 - Contenu du marché

La prestation comporte la mise au point du programme des travaux élaboré par la maîtrise d'ouvrage à partir duquel les concepteurs/réalisateur élaboreront leurs projets, une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle du respect du programme dans le cadre du déroulement de la procédure de négociation et tout au long des phases de conception de l'ouvrage, ainsi qu'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi et la réception des travaux.

Les prestations à fournir et livrables à remettre à chaque phase sont décrits au CCTP.

1.5 - Durée du marché

Cf. acte d'engagement.

Pour information la durée des travaux est estimée à 17 mois.

1.6 - Prestations similaires

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence comme le prévoit l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.7 - Organisation de l'opération

Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage déléguée est assurée pour le compte de l'Etat par le Secrétariat général du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique - Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP) - Sous-direction de l'immobilier - Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO), qui assure la fonction de pouvoir adjudicateur de l'ensemble des marchés.

L'interlocuteur technique du titulaire est l'antenne immobilière interrégionale Alpes Centre Est du SIEP-BIMO, sise au n°10 rue Stella 69002 Lyon.

Assistance au maître d'ouvrage

Outre le titulaire du présent marché, le maître d'ouvrage sera entouré pour cette opération d'un assistant juridique (AMO) : visant à assurer la sécurité juridique des documents produits en vue de la conclusion du MPPG et durant la globalité de l'opération.

Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application dont le code du travail.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) exerce sa mission conformément au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

L'opération est classée en 1^{ère} catégorie.

Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de contrôle technique seront définies en concertation avec le présent AMO, il est envisagé les missions suivantes :

- Les missions de base :

- ☒ Mission L : solidité ouvrages et équipements indissociables ;
- ☒ Mission S : sécurité des personnes.

- Les missions complémentaires :

- ☐ Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- ☒ Mission LE : solidité des existants ;
- ☒ Mission PH : isolation phonique ;
- ☒ Mission TH : isolation thermique et économies d'énergie ;
- ☐ Mission P1 : solidité des équipements non indissociablement liés dissociables ;
- ☐ Mission F : relative au fonctionnement des installations ;
- ☒ Mission HAND et ATT HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, et attestation handicapés ;
- ☐ Mission Av : relative à la stabilité des ouvrages avoisinants ;
- ☐ Mission GTB : relative à la gestion technique des bâtiments ;
- ☐ Mission Brd : relative au transport des brancards dans les constructions ;

- ☐ Mission HYSa : hygiène et santé dans les bâtiments autres que d'habitation ;
- ☐ Mission PHa : isolation phonique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- ☒ Missions ENV : relatives à l'environnement ;
- ☐ Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- ☐ Missions VAMSIET : Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires ;
- ☐ Missions CO : Coordination du contrôle ;
- ☐ Missions VIEL : Vérification initiale des installations électriques ;
- ☐ Mission F2 : vérification des pré câblages informatiques et téléphoniques ;
- ☐ Mission DEM : solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants ;

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du C.C.T.G. et à l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques qui correspondent à chacune des phases.

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est intégrée au MPGP.

Conformément aux articles L2171-7 et D2171-4 et suivants du code de la commande publique, une équipe de maîtrise d'œuvre sera identifiée au sein du titulaire du marché MPGP.

Sa mission comportera les éléments suivants :

- études d'avant-projet sommaire (APS) remis dans le cadre de la procédure d'attribution
- études d'avant-projet définitif (APD)
- études de projet (PRO)
- suivi de la réalisation des travaux
- participation aux opérations préalables à la réception
- suivi des réserves et désordres signalés durant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières **(dont le dossier original constitué de ces pièces, et conservé par l'administration, fait seul foi)**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE)
- le présent CCAP et son annexe N°1 (Ediflex)
- le CCTP
- l'offre technique du titulaire
- la décomposition du prix globale et forfaitaire
- La répartition des moyens humains mis à disposition pendant la durée de l'opération, telle que détaillée dans le cadre de réponse annexé au RC

Nota : La décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- les acomptes et autres paiements, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du Titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume d'heure, du type d'intervenant ou de l'étendue des prestations devant concourir à la parfaite réalisation de la mission, tel que défini au présent contrat

2.2 - Pièces générales :

- le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), tel qu'approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 – Forme du prix

Le marché est rémunéré par le prix définitif global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et sujétions induites.

Il est établi et exprimé en euros.

Le présent marché est soumis à la TVA.

Ce prix est révisable selon les modalités fixées au 3.2.

3.2 - Révision du prix

Le présent marché est passé à prix révisable suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les acomptes seront calculés avec un coefficient de révision donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

dans laquelle :

Io : Index ingénierie du mois « mo-études » indiqué dans l'acte d'engagement

Im : Index ingénierie du mois « m » d'exécution des prestations.

Ce mois « m » est déterminé comme suit :

a) Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :

. index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage ;

b) Durée d'exécution supérieure à un mois :

. moyenne arithmétique des valeurs des index correspondant aux mois d'exécution de la prestation.

3.3 - Clauses diverses

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement, le maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 4 - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 - Avance

4.1.1 - Avance au titulaire

Une avance, telle que prévue aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, est accordée au titulaire, lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

La durée prévisionnelle de la tranche ferme est **supérieure à douze mois (12)**, le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

La durée prévisionnelle de chaque tranche optionnelle est **supérieure à douze mois (12)**, le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

L'avance sur la tranche ferme est versée dans un délai trente jours à compter de la notification du marché.

L'avance sur les tranches optionnelles est versée dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision d'affermissement.

Comme le précise l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le prestataire, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le prestataire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

4.1.2 - Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dès lors que sont remplies les conditions mentionnées aux articles R2193-17, R2193-18 et R2193-19 du code de la commande publique. L'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans le marché ou dans l'acte spécial (R2193-19 du code de la commande publique).

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

L'AMO transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R2193-20 du code de la commande publique.

4.2 - **Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont le calcul varie selon la phase de l'opération.

Il est rappelé que les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Lorsque le paiement de l'acompte est établi sur la base d'un prorata temporis, ce dernier est calculé à partir de la durée en mois initialement prévue de phase mentionnée dans le calendrier prévisionnel d'opération, le cas échéant recalée sans qu'il soit besoin d'avenant ou de décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le paiement de l'acompte dépend de la réception d'un document, la réception s'entend comme l'acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur selon les modalités précisées à l'article 5.2 du présent CCAP.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans les conditions fixées à l'article 4.3 à 4.6 du présent CCAP et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Tranche ferme

- Mise au point du programme, validation des objectifs de performance et validation du montant des travaux : **Les prestations sont rémunérées sous forme d'acomptes mensuels au prorata temporis de la durée de la prestation jusqu'à la validation du programme par le maître d'ouvrage.**
- Assistance pour l'établissement du dossier de consultation (phase candidature) et pour la sélection des candidatures : **100 % à la remise du rapport d'analyse des candidatures**

- Etablissement du dossier de consultation des groupements (phase offre) : **100 % à la remise du dossier de consultation**
- Analyse des offres et assistance au maître d'ouvrage pour les phases de négociation : **100 % à l'issue de la phase de négociation**
- Mise au point du marché : **100 % à l'issue de la mise au point du marché**
- Assistance pour l'accompagnement au changement en phase programme : **100 % à la remise de la validation du programme par le maître d'ouvrage**
- Assistance pour l'accompagnement concernant l'économie circulaire : **100 % à l'issue de la mise au point du marché**

Tranche optionnelle 1

- Gestion et vérification de l'obtention des autorisations administratives :
80 % à la réception du récépissé du dépôt des autorisations administratives
20 % à l'obtention des autorisation administratives
- Assistance durant la phase APD :
100 % à la décision de réception de l'APD par le pouvoir adjudicateur
- Assistance durant la phase PROJET:
100 % à la décision de réception du PROJET par le pouvoir adjudicateur
- Assistance pour l'accompagnement au changement en phase études (APD-PROJET) :
50 % à la décision de réception de l'APD par le pouvoir adjudicateur
50 % à la décision de réception du PROJET par le pouvoir adjudicateur
- Assistance durant la phase travaux : **Les prestations sont rémunérées sous forme d'acomptes mensuels au prorata temporis de la durée des travaux.**
- Assistance pour l'accompagnement concernant l'économie circulaire durant les travaux : **Les prestations sont rémunérées sous forme d'acomptes mensuels au prorata temporis de la durée des travaux.**
- Gestion des OPR et de la réception: **100 % à l'issue de la réception des travaux sans réserve**
- Constitution du dossier technique (DOE + DIUO) : **100 % à l'issue de la remise de l'ensemble des DOE et du DIUO**
- Gestion de la phase de remise des ouvrages aux utilisateurs : **100 % à l'issue de l'ensemble des formations**
- Assistance pour l'accompagnement au changement en phase travaux et après réception : **Les prestations sont rémunérées sous forme d'acomptes mensuels au prorata temporis de la durée des travaux cumulée à la durée du parfait achèvement.**
- Gestion de la fin de la garantie de parfait achèvement : **100 % à l'issue de la fin de garantie de parfait achèvement**

Tranche optionnelle 2

- Suivi des performances et vérification de leur conformité par rapport au marché global de performance, pendant 3 ans après la réception : **Les prestations sont rémunérées sous forme d'acomptes trimestriels au prorata temporis de la durée des 3 ans après la réception**

4.3 - Modalité d'établissement des acomptes

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage utilisera le service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX (voir annexe 1 du présent CCAP) mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés de prestations intellectuelles et de travaux. Le

prestataire bénéficiera, comme l'ensemble des entreprises participant à l'opération, d'une formation à l'utilisation de ce service électronique. Il devra alors respecter les conditions d'utilisation quand bien même elles remettraient en cause certaines modalités prévues au présent CCAP.

L'ensemble des factures sera par conséquent transmis via EDIFLEX.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG PI, les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX feront foi.

En cas de contradiction entre la procédure de règlement des factures décrite ci-après et les modalités imposées par l'outil EDIFLEX, ces dernières modalités primeront.

Le règlement des sommes dues au prestataire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le prestataire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le prestataire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Pour l'application des articles 11 et 12 du CCAG-PI, le prestataire envoie au maître d'ouvrage, via la plateforme Ediflex, son projet de décompte périodique.

b) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au prestataire du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique et indique successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le prestataire des documents d'études, calculées conformément au présent CCAP.

c) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au prestataire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) La différence entre le montant du décompte périodique P et celui du décompte précédent ;
- 2) L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- 3) L'incidence de la TVA ;
- 4) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au prestataire et éventuellement diminuée des pénalités calculées conformément au présent CCAP.

L'état d'acompte est validé dans EDIFLEX par le maître d'ouvrage.

4.4 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission conformément à l'article 8 du présent CCAP, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final, qu'il dépose sur Ediflex.

4.4.1 Projet de décompte final

Le projet de décompte final est établi par le titulaire.

4.4.2 Décompte final

Le décompte final établi par le titulaire fait apparaître :

- a) Les pénalités éventuelles pour retard telles qu'elles résultent du calcul des acomptes,
- b) La rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission.

Ce résultat constitue le montant du décompte final contractuel.

4.4.3 Etat du solde

Le pouvoir adjudicateur établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus,
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le pouvoir adjudicateur,
- c) Le montant du solde; ce montant étant la différence des postes a et b ci-dessus,
- d) L'incidence des révisions de prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus,
- e) L'incidence de la TVA,
- f) L'état du solde à verser au titulaire; ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e ci-dessus,
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général,

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

4.5 - Délai de paiement et intérêts moratoires

Pour chaque élément de mission, les acomptes sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement ; les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception d'un élément d'étude par le pouvoir adjudicateur sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement correspondante.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi d'un message au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai via la plateforme Ediflex, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Le rejet doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au créancier.

4.6 - Paiement des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement en vertu des articles R2193-1 du code de la commande publique sont subordonnés à la production d'un acte spécial comprenant les mentions obligatoires prévues à l'article R2193-3 du code précité.

A droit au paiement direct tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions de l'article R2193-11 du code précité.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS - DELAIS – PENALITES

5.1 - Modalités de remise des prestations

cf. CCTP.

5.2 - Modalités de réception des prestations du MPGP

Pour information, les documents d'étude APD, PRO du titulaire du MPGP font l'objet d'une décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se prononce dans le délai de **20 jours ouvrés**. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'études.

A défaut de décision expresse à l'expiration du délai, la prestation est considérée comme acceptée. En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire reprend sa prestation dans les 15 jours.

Un nouveau délai de réception est ouvert au maître d'ouvrage pour se prononcer sur la prestation remise.

5.3 - Modalités de calcul des délais

Sauf disposition particulière, les délais fixés au 5.2 et au présent article s'entendent comme des délais en jours ouvrés.

Lorsque le point de départ du délai est fixé par la date de réception de documents, la date à prendre en compte est celle à laquelle le titulaire ou le pouvoir adjudicateur est réputé avoir reçu les documents en cas de transmission par voie postale ou de transmission directe de document dématérialisé (mail) ou la date à laquelle le titulaire ou le pouvoir adjudicateur reçoit le lien de téléchargement ou le courriel l'informant de la mise à disposition des documents en cas de transmission dématérialisée indirecte (téléchargement via une plateforme).

Dans le cas où le dossier transmis est incomplet, le récipiendaire en informe l'expéditeur. Les délais sont alors prorogés jusqu'à la réception des éléments complémentaires.

Tranche	Prestation	Point de départ	Délai de réalisation
TF	Mise au point du programme, validation des objectifs de performance et validation du montant des travaux (hors conduite du changement) Conduite du changement	Notification du marché	80 jours
TF	Assistance pour l'établissement du dossier de consultation (phase candidature) et pour la sélection des candidatures	Notification du marché Réception des candidatures	80 jours (inclus dans le délai de mise au point du programme) 10 jours (si nb candidatures ≤ 6) 15 jours (si nb candidatures >6)

TF	Etablissement du dossier de consultation des groupements (phase offre)	Validation des candidatures	5 jours
TF	Analyse des offres et assistance au maître d'ouvrage pour les phases de négociation	Réception initiale des offres des candidats	20 jours
		Réception intermédiaire et finale des offres des candidats	15 jours
		Réception des réponses aux questions posées lors des négociations	5 jours
TF	Mise au point du marché	Sélection du candidat	5 jours
TF	Assistance pour l'accompagnement au changement en phase programme	SO	SO
TF	Assistance pour l'accompagnement concernant l'économie circulaire	SO	SO
TO1	Gestion et vérifications de l'obtention des autorisations administratives	SO	SO
TO1	Assistance durant la phase APD : validation de l'élément de mission APD	Remise de l'APD	10 jours
TO1	Assistance durant la phase PRO : validation de l'élément de mission APD	Remise du PRO	10 jours
TO1	Assistance pour l'accompagnement au changement en phase études (APD-PROJET)	SO	SO
TO1	Assistance pour l'accompagnement concernant l'économie circulaire durant la phase études (APD-PROJET) et la phase travaux	SO	SO
TO1	Assistance durant la phase travaux : Visa des travaux modificatifs ou supplémentaires et établissement des FTM le cas échéant	Réception du devis	5 jours
	Validation sur EDIFLEX des états d'acompte remis par le groupement MPGP	Dépôt sur EDIFLEX par le groupement MPGP	5 jours
TO1	Gestion des OPR et de la réception : Visa des OPR	Transmission des PV d'OPR par le groupement du MPGP	5 jours
TO1	Constitution du dossier technique (DOE + DIUO) : Vérification et transmission DOE/DIUO	Réception des DOE remis par le titulaire MPGP	20 jours
TO2	Suivi des performances et vérification de leur conformité par	Réception des rapports/tableaux de bord du	5 jours

	rapport au marché global de performance, pendant 3 ans après la réception :	titulaire du MPGP	
--	---	-------------------	--

SO : sans objet

Le nombre de jours s'entend en nombre de jours ouvrés (du lundi au vendredi)

5.4 - Pénalités

En cas de dépassement d'un délai fixé au 5.3 du présent CCAP, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le titulaire subit, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **800 euros**.

Les pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le montant à prendre en compte pour calculer les pénalités est le montant initial du marché.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités d'un montant inférieur à 1.000 € sont appliquées.

Les pénalités dues au titre du présent marché ne sont pas soumises à la TVA.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur acquiert les droits pour une libre utilisation des résultats des études et analyses remises par le titulaire.

ARTICLE 7 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes, sans que cela n'ouvre droit à indemnisation : validation du programme, fin de la procédure de négociation, validation de l'avant-projet définitif, validation du projet.

ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du titulaire par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29.1 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

La mission de l'AMO s'achève à la fin du délai de suivi des performances et vérification de leur conformité par rapport au marché global de performance, de 3 ans après la réception.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE

En dehors du cas de l'arrêt des prestations, le marché peut également être résilié en application des articles 37 et suivants du CCAG-PI ainsi qu'en application des articles L 2195-1 et suivants du code de la Commande Publique.

Sauf dans les cas prévus à l'article 39.1 h) (impossibilité pour le titulaire d'assurer ses engagements), j) (actes frauduleux dans l'exécution du marché), m) (interdiction d'exercer une profession industrielle ou commerciale) et n) (documents inexacts produits dans le cadre de la candidature), la résiliation du marché est prononcée après une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution demeurée sans effet.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

ARTICLE10 - CLAUSES DIVERSES

10.1 - Clauses de financement et de sûreté

10.1.1 Nantissement du marché ou cession de créances

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles 4.2 du CCAG-PI et à l'article L2191-8 du Code de la Commande Publique.

10.1.2 Garantie particulière

SANS OBJET

10.2- Responsabilité et Assurance

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, le titulaire attributaire du marché devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de sa cotisation et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

ARTICLE 11 – TRIBUNAL COMPETENT

Conformément à la réglementation en vigueur, outre les recours généraux qui peuvent être exercés devant les juridictions administratives, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel, avant la conclusion du contrat,
- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat,
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements peuvent être demandés est le:

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6, Cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1
Téléphone : 04 73 14 61 00
Greffes du tribunal : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. - P.I.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 11 du CCAG-PI par l'article 4.3 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 28 du CCAG-PI par l'article 5.2 du présent CCAP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI par l'article 5.4 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI par l'article 5.4 du présent CCAP
Dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI par l'article 10.2 du présent CCAP,

Fait, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur